

constant [31 janvier 1955] (p. 538 et suiv.) ; *Explications du Gouvernement sur la fonction publique* (p. 542, 543) ; *Projet de loi pour la remise en ordre de la fonction publique* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 557, 558, 569) ; *Traitement indicielle, déclassement des retraités civils et militaires et des pensionnés de guerre* (p. 561) ; *Impasse budgétaire et situation des retraités ou victimes de la guerre* (p. 569, 570) ; *Revalorisation de la fonction publique, rapport traitement-pension et intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement* [4 mars 1955] (p. 1086 et suiv.) ; Art. 26, Titre III : *Son amendement (Réouverture du délai de validation des services auxiliaires)* (p. 1107) ; Art. 36 : *Son amendement (Droits acquis des retraités des collectivités locales)* (p. 1113) ; *Son article additionnel tendant à compléter l'article 23 du Code des pensions civiles et militaires* (p. 1114) ; *Article additionnel de M. J.-P. Palewski (Echelles de solde des sous-officiers)* [8 mars 1955] (p. 1136, 1137) ; *Son article additionnel (Majoration pour enfants de certaines pensions proportionnelles ou d'invalidité)* (p. 1138, 1139) ; *le retire* (p. 1139) ; *Son article additionnel (Pensions de fonctionnaires victimes de leur dévouement) ; Hommage au docteur Grosse, victime de la variole ; droits des enfants dont le père est mort au service de la nation* (p. 1139) ; *Son article additionnel et article additionnel de M. P. Montel (Veuves de retraités proportionnels)* (p. 1139, 1140) ; *Son article additionnel (Droits des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées à leur profit)* (p. 1140, 1141) ; *Son article modifié* (p. 1151) ; *Articles additionnels de Mmes Gabriel Péri et Francine Lefebvre (Veuves de guerre et allocation spéciale de vieillesse)* (p. 1145, 1146) ; *Son article additionnel (Disparité entre les traitements réservés à des veuves de guerre de situation identique)* (p. 1147) ; *le retire* (p. 1148) ; Etat A, Chap. 31-93 : *Demande de disjonction de M. Métayer (Plan de revalorisation de la fonction publique)* (p. 1177, 1178) ; Art. 31 : *Son amendement (Article L 6 du Code des pensions)* (p. 1184) ; *le retire* (ibid) ; *Son article additionnel (Pensions de retraite des fonctionnaires des collectivités locales passés au service de l'Etat)* (p. 1189) ; *le retire* (ibid) ; — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Ses explications de vote* [3 mars 1955] (p. 1051). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Observations du cha-*

*noine Kir sur le vote du budget des charges communes* [9 mars 1955] (p. 1214). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Taxe locale additionnelle)* [29 mars 1955] (p. 2049, 2050) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 2 : *Son amendement (Vote par correspondance des travailleurs saisonniers)* [15 novembre 1955] (p. 5686, 5687).

### LE COZANNET (M. Yves), Député des Côtes-du-Nord (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 4 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 100 millions pour venir en aide : 1° aux exploitants des parcs à huîtres des régions sinistrées du département des Côtes-du-Nord à la suite de la tempête des 28 et 29 mars 1952 ; 2° à l'ensemble des victimes de ce sinistre maritime, **n° 3197**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à instituer un statut définitif de l'encouragement aux textiles nationaux, **n° 6619**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Etat des écoles dans l'Ouest)* [5 septembre 1951] (p. 6944, 6945) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE, Chap. 32-70 : *Amendement de*

*M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Lutte contre les calamités agricoles)* [21 novembre 1951] (p. 8278); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le marché des pommes de terre de primeur en Bretagne)* [8 juillet 1952] (p. 3701, 3702). — Dépose une demande d'interpellation sur l'équilibre du fonds d'encouragement aux textiles nationaux [17 juillet 1953] (p. 3577). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la politique agricole : *Inquiétude paysanne devant la surproduction ; cas des textiles, rôle du fonds d'encouragement* [20 octobre 1953] (p. 4376, 4377); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-51 : *Contrôleurs des lois sociales (Fils d'exploitants soumis aux versements aux allocations familiales)* [3 décembre 1953] (p. 5929); Chap. 37-81 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour impositions sur les forêts domaniales (Impôts sur le marché du bois)* (p. 5949); le retire (ibid); Chap. 46-57 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les migrations rurales (Insuffisance des primes de migration)* (p. 5959, 5960); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Taux excessif de la taxe pour le fonds d'encouragement à la production textile et mauvaise répartition des crédits)* [30 décembre 1953] (p. 7042, 7043); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-31 : *Tâche des conseillers agricoles, effort des chambres d'agriculture, habitat, adductions d'eau et électrification* [25 novembre 1954] (p. 5437 et suiv., 5440, 5441); Chap. 31-51 : *Contrôle des lois sociales en agriculture, droit facultatif aux assurances sociales agricoles* (p. 5446, 5447); Chap. 31-81 : *Protection des récoltes contre les sangliers* [26 novembre 1954] (p. 5473); Chap. 44-22 : *Augmentation du crédit pour le contrôle laitier* (p. 5496); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME); Etat A, Chap. 31-13 : *Demande de disjonction de M. Faraud (Situation des surveillants des ponts et chaussées)* [9 décembre 1954] (p. 5997); Chap. 34-41 : *Décret du 12 novembre 1954,*

*suppression des petites lignes de chemin de fer, ligne centrale de la Bretagne* [11 décembre 1954] (p. 6130, 6131); Chap. 34-61 : *Direction générale du tourisme (Cas de la Bretagne)* (p. 6133); Chap. 45-41 : *Béseaux bretons* (p. 6149); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Producteurs de semences de pommes de terre* [10 mai 1955] (p. 2646); *Arasements et remembrement* [25 mai 1955] (p. 3022); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Difficultés de la petite exploitation agricole* [29 juin 1955] (p. 3457, 3458). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre : *Différence entre les certificats et les licences d'importation* [5 juillet 1955] (p. 3626, 3629). — S'excuse de son absence [23 mars 1954] (p. 1173). — Obtient un congé [23 mars 1954] (p. 1173).

**LEENHARDT (M. Francis)**, *Député des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription) (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [24 juillet 1951] (**F. n° 11**) — Est désigné : par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Comité financier du conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement [3 septembre 1951] (**F. n° 32**); par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation qui figurent à l'état annexé à la loi de finances (en application de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [14 février 1954] (**F. n° 345**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**). — Est nommé membre, par la Commission des finances : de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (**F. n° 358**).